



Prendre une décision informée sur l'investissement dans des services d'accès à l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement en milieu rural en RDC

L'adaptation de l'approche des coûts à long terme par le Consortium WASH RDC

Toute décision d'investir (dans un bien ou un service) mérite réflexion : Quel est le besoin ? Quelles sont les options disponibles ? Sont-elles adaptées au contexte ? Quelle est leur durée de vie ? Quel est leur prix ? Comment les entretenir ? Comment les réparer ou les remplacer ?

La décision d'investir dans les infrastructures en eau en milieu rural n'est pas différente et demande la prise en compte de données fiables sur les moyens techniques et financiers requis, notamment à long terme, pour garantir un service durable. En République Démocratique du Congo (RDC), ce sont les utilisateurs, à travers des Comités de gestion d'eau, qui se posent ces questions et prennent la responsabilité du financement des opérations, de la maintenance et des réparations, qu'elles soient mineures ou majeures.



Dans son programme, le Consortium WASH RDC prend en compte cette réalité en adaptant l'Approche des Coûts à Long Terme pour permettre aux acteurs locaux de prendre une décision informée, basée sur une analyse des aspects de faisabilité économique, technique/environnementale et sociale/institutionnelle sur le long terme.

Ce document explique la manière dont le Consortium WASH RDC a adapté cette approche au contexte de la RDC, et fourni des recommandations pour les acteurs du secteur Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) voulant utiliser une approche similaire.

Le défi de la pérennité des services durables en Eau, Hygiène et Assainissement en RDC

La pérennité des services en Eau, Hygiène et Assainissement (EHA) reste un véritable défi en République Démocratique du Congo (RDC). Ainsi, les résultats de l'étude de durabilité (Hydroconseil, 2014) de la 1ère phase du Programme National Villages et Ecoles Assainis ou PNVEA (2008-2012), lancé par les Ministères de la Santé Publique, de l'Education et UNICEF ont démontré qu'entre 1 et 4 ans après la fin de la 1ère phase du projet :

- 98% des villages avaient perdu leur statut de « Village Assaini »;
- 33% des forages avec pompes manuelles ne fonctionnaient plus correctement ; et
- seul 22% des villages avaient un système de collecte de fonds pour couvrir les coûts d'opérations et de maintenance des points d'eau.

Le Consortium WASH RDC

Le Consortium WASH RDC a vu le jour en juillet 2013, dans le but d'appuyer l'amélioration des conditions d'accès EHA pour plus de 600 000 personnes vivant dans environ 500 villages de la RDC. Financé sur 5 ans par UKAID, il est composé de cinq ONG internationales présentes en RDC depuis plus de dix ans (ACF, ACTED, CRS, Concern Worldwide en tant que agence 'lead' et Solidarités International). Il suit un processus de 12 étapes en ligne avec le PNVEA et menant à la certification 'Village Assaini'. Chaque village certifié rentre ensuite dans le processus de post-certification du PNVEA.

Le Consortium se démarque du PNVEA par la place qu'il accorde à l'Approche des Coûts à Long Terme pour informer la prise de décision sur un investissement externe dans un point d'eau amélioré. Le corollaire de cette approche est la promotion des Petites Actions Faisables Importantes ou PAFI (des actions efficaces, à la portée de tous et basées sur les ressources de la communauté) pour atténuer les risques potentiels de la durabilité des infrastructures développées avec des financements externes.

L'Approche des Coûts à Long Terme : permettre aux acteurs locaux de prendre une décision informée

L'approche du Consortium WASH RDC des Coûts à Long Terme prend en compte l'ensemble des dépenses influant le coût d'installation et d'exploitation d'infrastructures EHA sur le long terme: les dépenses d'investissement ; dépenses d'exploitation et de maintenance ; dépenses de grosses réparations (et de réhabilitation) ; dépenses en appui direct au niveau local ; dépenses d'appui indirect ; coût du capital.

Cette approche est de plus en plus reconnue et utilisée dans le domaine de l'EHA en milieu rural depuis son développement par l'organisation IRC WASH dans son projet de Recherche-Action « WASHCost » (2008-2012) qui visait à

quantifier les coûts à long terme des services d'approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement en milieu rural et urbain dans une variété des pays, y compris le Burkina Faso.

Le Consortium WASH RDC utilise cette approche dans l'amélioration de l'accès à l'eau. Cependant, l'innovation de son programme en RDC vient de la prise en compte de ces coûts, ainsi que de paramètres techniques, environnementaux, sociaux et institutionnels afin de permettre une prise de décision informée sur un investissement potentiel dans un point d'eau.

En effet, pour les acteurs locaux impliqués dans ce processus décisionnel, il s'agit de répondre à la question suivante : compte tenu des capacités

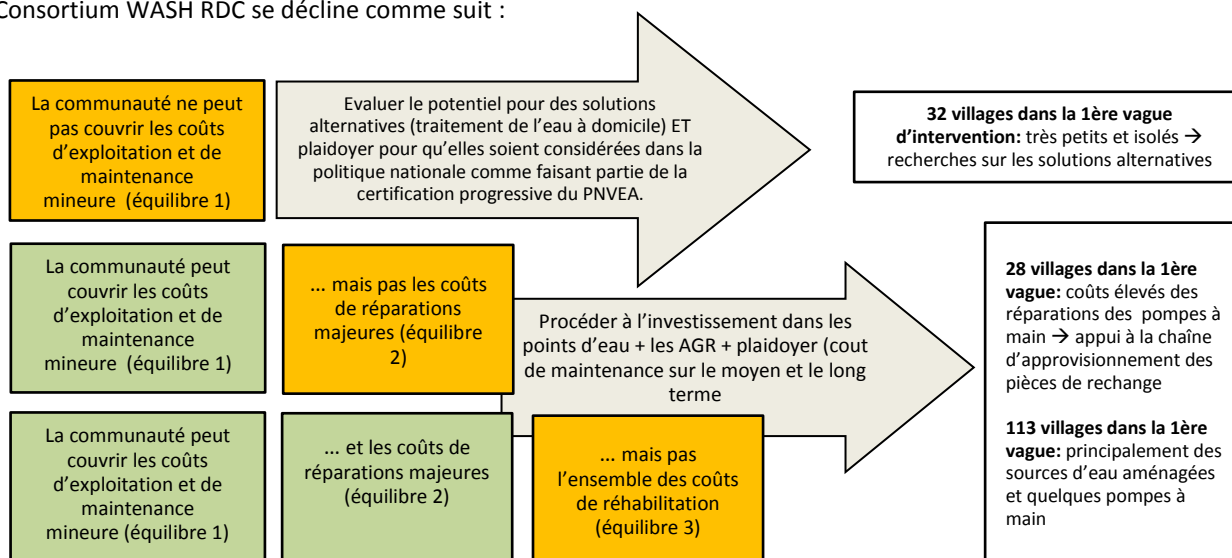
locales, l'installation du point d'eau amélioré va-t-elle mener à une offre de service durable ?

Dans un second temps, le Consortium WASH RDC cherche à faciliter un choix informé entre les différentes options techniques possibles, en termes de coûts estimés au regard du niveau de service.

Coûts d'exploitation et de maintenance mineure : « Equilibre 1 »	Les dépenses d'exploitation, d'entretien, de maintenance mineure, et les petites réparations (des besoins réguliers prévus tous les ans)
Coûts des réparations majeures : « Equilibre 2 »	Les dépenses de grosses réparations majeures (qui sont ponctuelles et prévues typiquement chaque 2 an à 5 ans selon le type d'infrastructure)
Coûts de la réhabilitation complète (équivalent aux coûts d'investissement) : « Equilibre 3 »	La réhabilitation et le renouvellement éventuel du point d'eau (typiquement après 10 ans à 20 ans selon le type d'infrastructure)

L'adaptation de cette approche aux réalités de la RDC a permis au Consortium WASH RDC de définir 3 équilibres, correspondants à des capacités différentes de prise en charge des coûts d'un point d'eau potable par la communauté. Il est important de noter que ce modèle se concentre sur les coûts récurrents (opération et maintenance mineure et majeure) au niveau du fournisseur de service, soit le comité de gestion d'eau de la communauté. Certains coûts d'appui direct sont considérés. Cependant, les coûts encourus au niveau national (coûts d'appui indirects des ministères responsables pour la gestion de l'eau) ou le coût du capital ne sont pas inclus.

En 2015, deux ans après le lancement de son programme, la mise en œuvre de l'approche des coûts à long terme par le Consortium WASH RDC se décline comme suit :

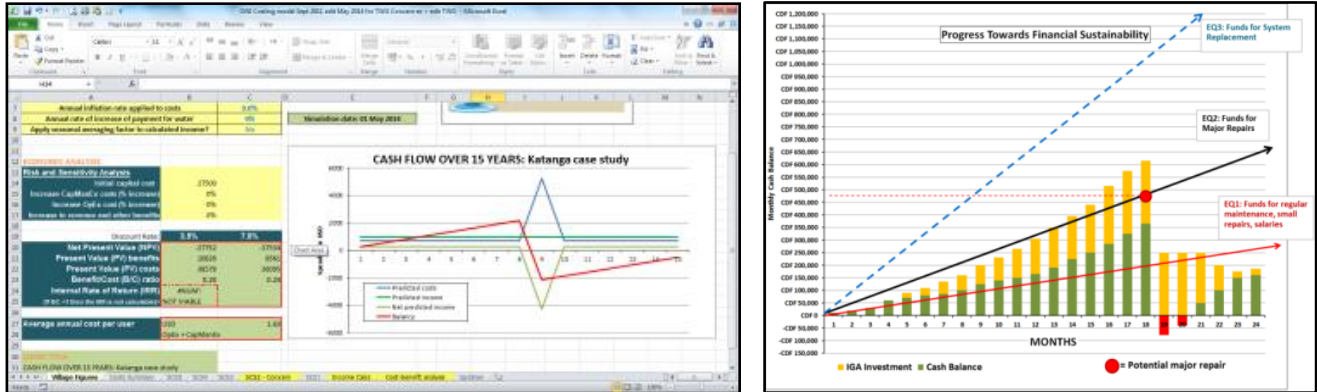


Comme indiqué dans le diagramme ci-dessus, lorsque les analyses (économiques, techniques, et sociales) démontrent que la communauté n'est pas en mesure de garantir un niveau minimum de pérennité, le Consortium WASH RDC recommande une approche progressive sur l'accès à l'eau tenant compte des capacités de revenu et de la volonté à payer pour un tel service. Il favorise alors la mise en œuvre de Petites Actions Faisables Importantes (PAFI) qui ne nécessitent aucun investissement extérieur, afin que ces communautés améliorent leur accès à l'eau par le biais d'un investissement dimensionné par leur capacité de financement ou de mobilisation de leurs ressources.

Les PAFIs ne sont pas uniquement liées à l'eau, et incluent également l'identification et la mise en œuvre de solutions et initiatives locales en hygiène et assainissement, afin de mener progressivement les communautés vers l'atteinte des normes relatives à l'adoption et au maintien de bonnes pratiques en EHA.

Adaptation des outils de calcul des coûts à long terme

Les outils du Consortium WASH RDC sont basés avant tout sur l'adaptation d'outils développés par Global Water Initiative (GWI) en Afrique de l'Ouest. La modification principale a été l'inclusion de l'analyse détaillée de la demande des usagers et des risques sur lesquels la communauté a peu de contrôle (ex : chaînes d'approvisionnement) à l'analyse des coûts estimés à long terme, des coûts/bénéfices pour la communauté et du mécanisme de tarification.



Le Consortium WASH RDC a également lancé une recherche opérationnelle afin d'appuyer le renforcement des capacités des Comités Village Assaini. Cette recherche s'est en partie inspirée du manuel de facilitateur de GWI et a permis de concevoir un guide permettant d'appuyer la communauté dans le processus d'analyse des coûts et options de financements possibles pour le choix d'infrastructure et la mise en place de mécanismes de financement. Ce Manuel de Gestion et Guide de Formation comprend:

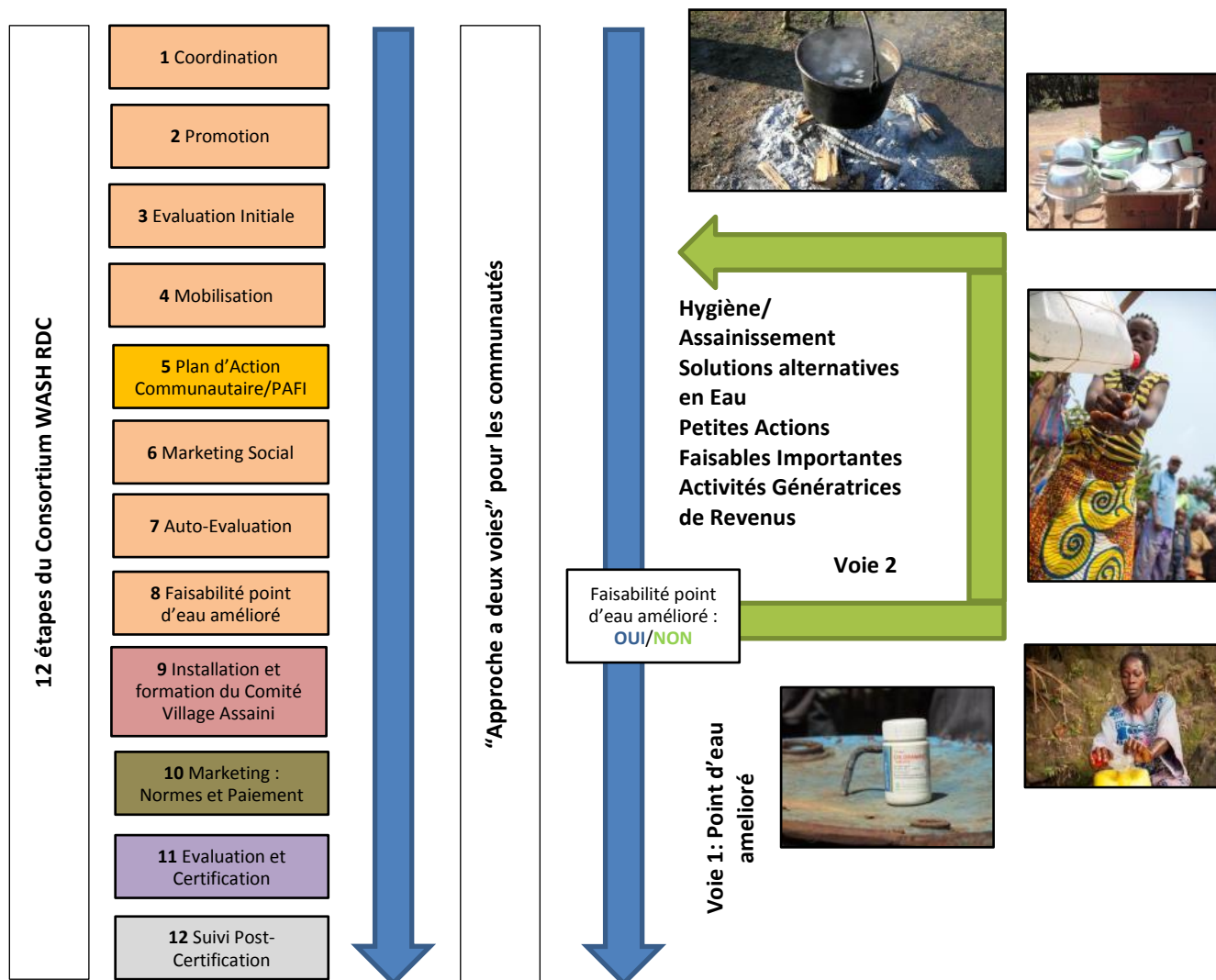
1. Du contenu technique pour le personnel des agences membres du Consortium et pour les Comités Village Assaini
2. Des outils conceptuels afin de faciliter l'enseignement/l'apprentissage
3. Des outils de gestion pratique devant être adoptés et utilisés par les comités
4. Des exercices détaillés à inclure dans la formation



A ce stade de la mise en œuvre, le Consortium WASH RDC estime que l'appropriation des concepts clés et l'utilisation de l'approche des coûts à long terme pour informer les décisions d'investissement sont plus importantes que les détails de l'analyse et des calculs effectués. C'est pour cela qu'en 2014, le Consortium WASH RDC a favorisé l'adoption, par le secteur EHA en RDC (entités gouvernementales, bailleurs de fonds, ONGs internationales et nationales) d'une recommandation portant sur une meilleure collecte, analyse et partage des données sur les coûts à long terme.

Le Consortium WASH RDC cherche maintenant à pousser le secteur à utiliser cette approche pour considérer l'utilisateur comme un client et non un bénéficiaire. La différence est de taille : un bénéficiaire prend ce qu'on lui donne ; un client choisit entre différentes options disponibles et paye en fonction de son choix.

Récapitulatif : Une « approche à deux voies » pour les communautés



RECOMMANDATIONS

- Appuyer les communautés à analyser les coûts à long terme du système proposé et leur capacité à financer les frais récurrents.
- En collaboration avec les communautés, les autorités locales et les autres parties prenantes, analyser ces données économiques avec des facteurs additionnels (techniques, environnementaux, socio-culturels et institutionnels) aux niveaux suivants : communautaire, grappe de villages et Zone de Santé pour permettre une prise de décision sur les investissements dans les infrastructures EHA.
- Mettre les outils de gestion financière à disposition de la communauté et autres acteurs locaux pour un suivi de qualité de la gestion et impliquer la communauté dans la gestion des fonds collectés.
- Partager ou proposer des analyses des coûts à long terme qui existent déjà en RDC pour tirer avantage des informations déjà disponibles.
- Continuer à collecter des données au niveau village / grappe de villages / Zone de Santé pour mesurer les coûts unitaires à long terme (par usager par an) de l'accès durable à l'eau potable en milieu rural dans différents contextes.
- Estimer à quelle échelle la mutualisation des coûts pourrait être réalisable (notamment par rapport aux coûts des grosses réparations ainsi que les coûts de réhabilitation et de renouvellement de systèmes) et comment organiser des approches de mutualisation (par exemple, en collaboration avec le secteur privé et les entités territoriales décentralisées).